



JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

7 | LES IMPAYÉS

7.1 LE CONTENTIEUX DE L'IMPAYÉ (HORS INJONCTIONS DE PAYER)

En 2024, les juridictions de première instance ont été saisies de 322 400 affaires d'impayé, hors injonctions de payer. Ce contentieux a diminué de 2 % par rapport à 2023. Le tribunal judiciaire est saisi dans 82 % des affaires, contre 18 % pour les juridictions commerciales. Près du quart des affaires fait l'objet d'une procédure en référé, cette proportion étant un peu plus importante dans les juridictions commerciales qu'au tribunal judiciaire (respectivement 29 % et 23 %).

Parmi les 263 800 affaires d'impayé introduites en 2024 auprès des tribunaux judiciaires, plus de la moitié (57 %) concerne des baux, 17 % des prêts, des crédits-bails ou des cautionnements. Devant les juridictions commerciales, près de la moitié (48 %) des 58 600 demandes portent sur des contrats de vente.

Lorsqu'elles statuent au fond, les juridictions commerciales, en 2024, ne rejettent totalement que moins d'une demande sur dix (8 %). Cette proportion est très proche pour les tribunaux judiciaires (7 %). Devant ces tribunaux, le taux

de rejet est plus important pour les demandes relatives aux cotisations et prestations sociales (57 %), alors qu'il est plus faible pour celles relatives aux baux (3 %). Devant les juridictions commerciales, le taux de rejet est plus élevé pour les demandes liées aux assurances ou aux baux commerciaux (13 % chacun), il est très faible pour celles liées aux recouvrements de droit et aux cotisations et prestations sociales (respectivement 2 % et 1 %).

En 2024, 18 300 affaires ont été introduites devant la cour d'appel. L'appel est plus fréquent dans les juridictions commerciales qu'au tribunal judiciaire (respectivement 13 et 7 affaires en appel pour 100 décisions rendues au fond en première instance). Le délai de traitement moyen en appel est de 18,1 mois : 17,7 mois lorsque l'appel est formé suite à une décision du tribunal judiciaire, et 19,3 mois suite à une décision d'une juridiction commerciale. Les décisions de première instance sont confirmées en appel dans 53 % des cas, qu'il s'agisse de décisions rendues par les tribunaux judiciaires ou par les juridictions commerciales.

Définitions et méthodes

Le contentieux de l'impayé désigne les litiges issus de l'inexécution d'une obligation contractuelle ou statutaire de payer une somme d'argent.

La juridiction compétente pour le contentieux de l'impayé est le tribunal judiciaire (TJ) ou le tribunal de commerce. Ce dernier est notamment compétent pour les contestations relatives aux engagements entre commerçants.

La chambre commerciale des Tj, en Alsace et en Moselle, et les tribunaux mixtes de commerce, dans les départements et régions d'outre-mer (Drom), traitent des affaires qui sont ailleurs en France du ressort des tribunaux de commerce.

En cas d'urgence, la procédure du **référé** permet au créancier d'obtenir rapidement une décision provisoire. Celle-ci peut ordonner, par exemple, des mesures conservatoires ou accorde au demandeur une provision.

Dans les figures statistiques présentées ci-contre, l'activité des chambres commerciales des TJ est intégrée à celle des tribunaux de commerce plutôt qu'à celle des TJ.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : « Les impayés de loyer devant les tribunaux d'instance en 1997 », *Infostat Justice* 53, mars 1999.

1. Demandes relatives au contentieux de l'impayé	2020 ^r	2021 ^r	2022 ^r	2023 ^r	2024 ^r
	unité : affaires				
Total	264 841	283 752	290 923	317 666	322 439
Tribunal judiciaire	224 796	238 970	243 746	262 851	263 839
Procédures au fond	174 269	186 333	186 007	200 712	203 961
Référés	50 527	52 637	57 739	62 139	59 878
Juridiction commerciale⁽¹⁾	40 045	44 782	47 177	54 815	58 600
Procédures au fond	28 902	33 728	35 070	39 911	41 814
Référés	11 143	11 054	12 107	14 904	16 786

⁽¹⁾ tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes

2. Contentieux de l'impayé devant le tribunal judiciaire selon la nature de la créance en 2024						unité : affaire
	Total des demandes	Total des décisions ⁽¹⁾	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Accord des parties	Autres fins ⁽²⁾
Total	263 839	247 974	181 456	14 814	5 421	46 283
Baux d'habitation, commerciaux et ruraux	151 172	147 117	116 292	3 918	4 176	22 731
Prêt, crédit-bail (<i>leasing</i>), cautionnement	44 461	38 706	30 742	2 916	313	4 735
Copropriété	24 570	23 359	16 306	926	216	5 911
Prestation de services	10 552	10 538	6 418	965	240	2 915
Vente	6 456	5 853	2 930	873	176	1 874
Cotisation et prestation sociales	13 583	10 480	2 295	3 253	143	4 789
Contrats divers	2 590	2 603	1 305	406	60	832
Banque	1 626	1 597	1 201	175	6	215
Assurance	5 503	4 757	2 496	1 002	29	1 230
Construction	2 490	2 058	986	260	43	769
Autres impayés	836	906	485	120	19	282

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
⁽²⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

3. Contentieux de l'impayé devant les juridictions commerciales ⁽¹⁾ selon la nature de créance en 2024					unité : affaire	
	Total des demandes	Total des décisions ⁽²⁾	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Accord des parties	Autres fins ⁽³⁾
Total	58 600	50 475	34 747	3 114	446	12 168
Baux d'habitation, commerciaux et ruraux	458	416	268	39		109 ⁽⁴⁾
Prêt, crédit-bail (leasing), cautionnement	8 002	6 726	5 485	161	118	962
Prestation de services	6 861	5 859	3 706	479	50	1 624
Vente	28 400	24 079	15 720	1 726	197	6 436
Cotisation et prestation sociales	3 953	3 706	3 196	23	16	471
Contrats divers	5 289	4 530	2 847	457	39	1 187
Banque	827	718	604	26	10	78
Assurance	1 225	1 089	677	105	0	307
Construction	594	481	242	52		187 ⁽⁴⁾
Recouvrement de droit	2 991	2 871	2 002	46		823 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes
⁽²⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
⁽³⁾ radiation, désistement, caducité, etc.
⁽⁴⁾ les données ont été agrégées en raison du secret statistique

4. Décisions⁽¹⁾ des cours d'appel relatives au contentieux de l'impayé en appel en 2024

unité : affaires

Catégorie	Confirmation totale	Infirmerie totale ou partielle	Désistement	Autres fins ⁽²⁾	Délai moyen (mois)
Jugements rendus par les TJ	4 028	3 539	1 769	4 346	17,7
Jugements rendus par les juridictions commerciales ⁽³⁾	1 349	1 195	1 733	694	19,3

(1) hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
 (2) radiation, désistement, caducité, etc.
 (3) tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes

7.3 LE SURENDETTEMENT – SAISINES

En 2024, la justice a été saisie de 29 400 demandes concernant le surendettement des particuliers, nombre en baisse de 2 % par rapport à 2023. Ce volume est en baisse tendancielle depuis 2020 (3 % en moyenne annuelle).

Ces demandes se composent de 10 400 saisines du juge des contentieux de la protection (JCP) pendant la phase d'examen des dossiers par les commissions de surendettement des particuliers, et de 18 900 autres saisines du JCP.

Le nombre de saisines du JCP pendant la phase d'examen des dossiers par les commissions diminue de 4 % par rapport à 2023. Ces demandes sont essentiellement des recours concernant la recevabilité (52 %) et des demandes de vérification de créances (30 %).

Le juge intervient aussi en cas de contestation des mesures et des recommandations des commissions de surendettement, ainsi que sur les demandes d'ouverture de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire et les demandes d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur particulier. Le nombre de saisines portant sur ces mesures est en légère hausse (+ 1 %) par rapport à 2023. 93 % d'entre elles correspondent à des recours contre les décisions de la commission : 12 800 contestations de mesure et 4 900 contestations des décisions de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire. Par ailleurs, le nombre de demandes d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (430) est quasi identique à celui de 2023.

Définitions et méthodes

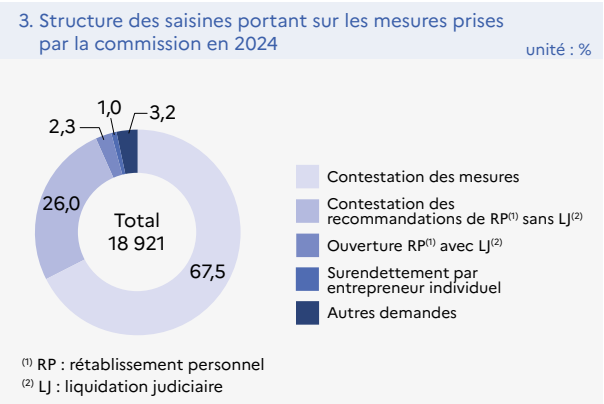
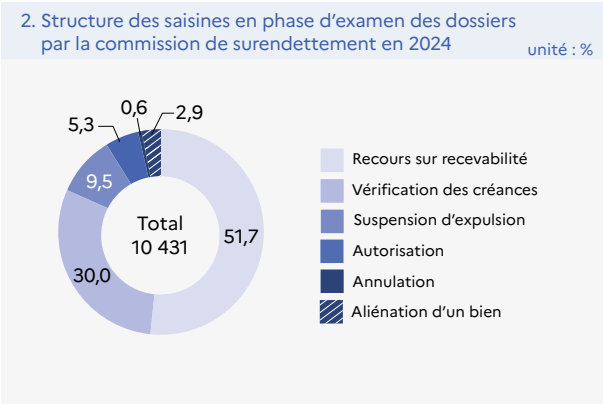
Un particulier ayant des difficultés à rembourser ses dettes peut saisir une commission de surendettement des particuliers. Il en existe au moins une dans chaque département.

Les missions de ces commissions sont les suivantes :

- examiner la recevabilité de la demande : si la demande est recevable, les procédures d'exécution diligentées à l'encontre des biens du débiteur sont suspendues et le débiteur a interdiction de faire tout acte qui aggraverait sa situation ;
- établir un état du passif ;
- orienter le dossier, c'est-à-dire :
 - lorsque la situation du débiteur le permet, la commission prescrit des mesures de traitement du surendettement ;
 - sinon, elle recommande un rétablissement personnel (effacement des dettes) sans liquidation judiciaire, ou saisit, avec l'accord du débiteur, le juge des contentieux de la protection (qui a remplacé depuis le 1^{er} janvier 2020 le juge d'instance) aux fins d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

Tout au long de la procédure devant la commission, le juge des contentieux de la protection peut être appelé à statuer sur les recours exercés contre les décisions de la commission, ou pour suspendre les mesures d'expulsion du logement du débiteur, ou encore pour vérifier les créances. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'autorité judiciaire ne confère plus force exécutoire aux mesures prescrites ou recommandées par la commission. Enfin, le juge des contentieux de la protection ouvre et clôt la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

1. Saisines du juge des contentieux de la protection en phase d'examen des dossiers par les commissions de surendettement des particuliers					
	2020	2021	2022	2023	2024
Total	11 571	12 915	11 609	10 888	10 431
Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers	5 342	5 744	5 845	5 673	5 395
Demande de vérification de la validité des créances, des titres qui les constatent et du montant des sommes réclamées	3 741	4 371	3 481	3 166	3 134
Demande aux fins de suspension des mesures d'expulsion du logement du débiteur	446	813	854	982	991
Demande d'autorisation d'accomplir l'un des actes mentionnés à l'alinéa 2 de l'article L. 331-3-1 du Code de la consommation	1 396	1 371	932	699	549
Demande d'annulation d'un acte ou d'un paiement par les commissions de surendettement des particuliers	93	74	81	69	59
Demande du débiteur tendant à autoriser à aliéner un bien	553	542	416	299	303



4. Autres saisines du juge des contentieux de la protection					
	2020	2021	2022	2023	2024
Total	21 463	21 966	19 354	18 776	18 921
Contestation des mesures imposées ou recommandées par les commissions de surendettement des particuliers	15 003	14 546	13 133	12 850	12 776
Contestation de la décision de la commission imposant un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire	4 878	5 841	5 092	4 864	4 922
Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire	661	609	423	392	431
Demande d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur individuel	so	so	so	so	179
Autres demandes	921	970	706	670	613

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

7.4 LE SURENDETTEMENT - DÉCISIONS

En 2024, 29 100 décisions relatives au surendettement personnel ont été prises par les juges des contentieux de la protection. Ce nombre augmente de 3 % par rapport à 2023.

Les contestations et recours contre les décisions des commissions de surendettement des particuliers ont donné lieu à 18 100 décisions, après 7,2 mois de procédure en moyenne. Dans les recours sur décision de recevabilité, la décision initiale est totalement confirmée dans 39 % des cas, infirmée totalement ou partiellement dans 28 % et n'aboutit quasiment jamais à une ouverture de rétablissement personnel (moins de 5 décisions en 2024). Les contestations des mesures imposées ou recommandées par les commissions se terminent moins souvent par une confirmation totale de la décision initiale (17 %), et peu souvent par une ouverture de rétablissement personnel (moins de 5 %).

Les contestations des recommandations aux fins de rétablissement personnel (RP) sans liquidation judiciaire (LJ) (4 900) ont, pour 36 %

d'entre elles, été renvoyées à la commission pour un nouvel examen ; 23 % ont abouti à la confirmation de la décision de la commission de surendettement des particuliers. La durée moyenne de ces procédures de contestation est de 8,9 mois en 2024. Les demandes d'ouverture de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (500) ont une durée de procédure de 29,0 mois. L'ouverture de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire est prononcée pour 7 % des décisions, et, dans 16 % des cas la demande est renvoyée à la commission.

Enfin, sur les 5 600 autres décisions des JCP relatives à l'activité de la commission de surendettement des particuliers, 57 % ont été acceptées en tout ou partie, 15 % ont été rejetées. Ces décisions (toutes fins confondues) ont été prises en 8,3 mois en moyenne.

Définitions et méthodes

| Cf. fiche 7.3

1. Décisions ⁽¹⁾ relatives aux contestations des mesures des commissions de surendettement en 2024						unité : affaire
	Total	Confirmation totale	Information totale ou partielle	Autres fins sans décision au fond ⁽²⁾	Ouverture de RP ⁽³⁾	Durée moyenne (en mois)
Total	18 058	4 271	4 846	8 431	510	7,2
Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers	5 609	2 165	1 591	nc	nc	6,5
Contestation des mesures imposées ou recommandées par les commissions de surendettement	12 449	2 106	3 255	nc	nc	7,5

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
⁽²⁾ radiation, désistement, caducité, etc.
⁽³⁾ RP : rétablissement personnel

2. Décisions ⁽¹⁾ relatives à l'ouverture de rétablissement personnel en 2024							unité : affaire
	Total	Ouverture de RP ⁽²⁾ avec LJ ⁽³⁾	Ouverture de RP ⁽²⁾ sans LJ ⁽³⁾	Renvoi à la CSP ⁽⁴⁾	Désistement, caducité	Autres fins sans décision au fond ⁽⁵⁾	Durée moyenne (en mois)
Total	5 425	67	1 288	1 848	847	1 375	10,6
Contestation de la décision de la commission imposant un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire	4 928	6	1 255	1 770	835	1 062	8,9
Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire	497	61	33	78	12	313	29,0

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
⁽²⁾ RP : rétablissement personnel
⁽³⁾ LJ : liquidation judiciaire
⁽⁴⁾ CSP : commission de surendettement des particuliers
⁽⁵⁾ radiation, etc.

3. Autres décisions ⁽¹⁾ des JCP ⁽²⁾ relatives à l'activité de la commission de surendettement des particuliers en 2024					unité : affaire
	Total	Acceptation totale ou partielle	Rejet	Autres fins sans décision au fond ⁽²⁾	Durée moyenne (en mois)
Total	5 617	3 208	833	1 576	8,3
Demande de vérification de la validité des créances, des titres qui les constatent et du montant des sommes réclamées	2 972	2 119	294	559	6,7
Demande aux fins de suspension des mesures d'expulsion du logement du débiteur	976	356	367	253	3,5
Demande d'autorisation d'accomplir l'un des actes mentionnés à l'alinéa 2 de l'article L. 331-3-1 du Code de la consommation	513	379	76	58	3,0
Demande d'annulation d'un acte ou d'un paiement par les commissions de surendettement des particuliers	68	31	17	20	5,6
Demande du débiteur tendant à autoriser à aliéner un bien	275	220	29	26	1,4
Demande d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur individuel	115	22	7	86	1,8
Autres demandes	698	81	43	574	22,5

(1) hors interprétation de jugement et jonction d'affaire
(2) juge des contentieux de la protection
(3) radiation, désistement, caducité, etc.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.